

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
} Autres pays. 9 fr. —

La Confédération balkanique et la Bulgarie

Dans le « Journal de Genève » du 20 septembre, No 261, M. Antoine Davidoff, au nom de la démocratie bulgare, jusqu'à complètement inconnue au monde, recommande aux peuples balkaniques la fédération, comme unique moyen de salut. Il y invite aussi les Allemands, mais ne daigne pas mentionner les Serbes, Croates et Slovènes de l'Autriche, ni pour les incorporer à cette future Confédération, ni pour les unir à la Serbie et au Monténégro : ce qui prouve qu'il ne désire pas leur libération intégrale. Cela n'est pas fait pour nous inspirer de la confiance : nous y voyons plutôt un piège tendu par la Bulgarie, afin que celle-ci réalise son hégémonie dans les Balkans. La situation dans les pays voisins, aussi bien matérielle que morale, est telle que M. Davidoff devrait comprendre que cet appel vient trop tard — ou trop tôt. Trop tard, car il aurait dû venir avant l'agression bulgare contre la Serbie, en automne 1915, lorsque la jeunesse universitaire bulgare de Genève partit avec enthousiasme à la « guerre sainte », pour empêcher les deux Etats indépendants du peuple serbe, la Serbie et le Monténégro, d'achever la libération des Serbes, Croates et Slovènes. Le peuple bulgare préféra alors devenir l'instrument de Mackensen que de risquer de voir la Serbie plus grande dans les Balkans que la Bulgarie. Et par cela même cet appel vient aussi beaucoup trop tôt, tant que Serbes, Grecs et Roumains ne sont pas tout à fait assurés des Bulgares. Ces trois nations étaient disposées à faire des concessions à la Bulgarie, mais celle-ci préféra leur plonger le poignard dans le dos, que de voir réalisée, au moyen de ces concessions, une alliance défensive contre le « Drang nach Osten ». Les voisins de la Bulgarie savent trop bien comment elle sait manquer à sa parole, pour qu'ils puissent se fier à ses offres. C'est de l'honneur que dépend la valeur des nations aussi bien que des particuliers, et M. Davidoff fait vraiment tort au tsar Ferdinand en lui attribuant à lui tout seul la responsabilité de l'agression du 29 juin 1913. Non pas que je veuille faire son éloge, mais il faut reconnaître que sa mentalité a été en harmonie avec celle du peuple qu'il gouvernait. L'agression qui déclencha la deuxième guerre balkanique a été voulue par l'état-major bulgare, présidé par Savoff, et quant aux leaders de l'opposition, Ghenadiëff et Radoslavoff, ils menacèrent Ferdinand de le détrôner s'il n'attaquait pas les Serbes et les Grecs. Le ministre-président Danëff consentit à tout cela, car il avait promis à l'Autriche-Hongrie, lors de sa visite à Budapest, en octobre 1914, que la Bulgarie romprait son traité avec la Serbie et la Grèce, dès qu'elle aurait fait la paix avec la Turquie. Ayant refusé la proposition de Vénizélos de partager les territoires libérés des Turcs en proportion des sacrifices faits par chaque nation, la Bulgarie se tourna contre ses alliés, pour mieux satisfaire son avidité de conquêtes et, en même temps, pour se délier de l'engagement pris envers la Serbie de la secourir avec 200.000 soldats en cas d'une agression austro-hongroise.

La Bulgarie étant la première qui par son refus d'accepter l'arbitrage prévu dans le traité serbo-bulgare ait introduit dans les relations internationales des temps modernes l'idée du « chiffon de papier », la faute principale du traité de Bucarest de 1913 a été de ne pas l'avoir châtiée de façon à lui faire perdre l'envie pour au moins cinquante ans de répéter ces procédés. C'est la Russie qui lui épargna cette leçon, ne voulant pas connaître la mentalité mégalomane des Bulgares, comme la connaissent ceux qui ont le malheur d'être leurs voisins. Et pourtant la Russie aurait dû se souvenir de la méthode de chantage employée par les Bulgares en 1859 déjà, lorsqu'ils lui demandèrent de leur faire obtenir l'exarchat, sinon ils se convertiraient au catholicisme. En ce temps-là, il n'y avait pas de Ferdinand dont on aurait pu faire un bouc expiatoire en cas d'insuccès. Mais ils réussissaient longtemps. Si la Russie a essayé un échec au Congrès de Berlin, ce ne fut pas aux dépens de la Bulgarie —

pour laquelle les Bulgares eux-mêmes ne savaient pas encore lutter avec cet acharnement qu'ils développent plus tard contre leurs voisins — mais en ce que la Bosnie-Herzégovine fut livrée à l'occupation austro-hongroise, ce qui rendit inutile le sang versé par la Serbie et le Monténégro pour la libération de ce pays. Il fallait que les Bulgares eux-mêmes dégrisassent la petite mère Russie de ses illusions bulgarophiles, en la chassant de l'embouchure du Danube, pour y établir, en vrais complices du « Drang nach Osten », les Allemands et les Turcs, sous prétexte d'un « condominium » sur la Dobroudja roumaine. En ce qui concerne la Serbie, l'agression de 1915 eut l'approbation non seulement de l'opinion publique bulgare, mais aussi celle de M. Ghéchoff, considéré comme le seul Bulgare à qui l'idée d'une Confédération balkanique tint au cœur. Et cette agression était d'autant plus odieuse, que les pays serbes, la Serbie et le Monténégro, étaient alors les seuls défenseurs, dans les Balkans, du principe, si cher aujourd'hui aux démocrates bulgares, « les Balkans aux nations balkaniques ».

Mais si M. Davidoff n'est instruit des événements actuels que d'une manière fort exclusive, il pourrait au moins être un peu mieux informé de certaines choses très éloignées de toute passion chauviniste et calmement racontées, même dans des livres de classe. Il dit que c'est contre les Bulgares que les Byzantins ont appelé les Turcs. Or, déjà les troupes des deux anti-césars, Jean V Paléologue et Jean VI Cantacuzène, étaient composées en grande partie de Turcs, qui se battaient ainsi les uns contre les autres sous des drapeaux byzantins. Un peu plus tard, au cours de cette même guerre civile, Cantacuzène fut sauvé par les troupes d'un émir Turc. Naturellement, les Turcs en profitèrent pour prendre pied en Europe, sur la petite péninsule de Gallipolis, en 1353 ; et comme Cantacuzène s'était brouillé avec le grand tsar serbe Stephan Douchan, ils commencèrent à se battre aussi contre les Serbes. Les Bulgares n'y ont joué qu'un rôle secondaire. (Voir Krumbacher-Gelzer, *Geschichte der byzantinischen Litteratur*, p. 1058, et Jiretschek, *Geschichte der Serben*, liv. IV, chap. 3).

En ce qui concerne la pauvre humanité, ni M. Davidoff ni les autres démocrates bulgares n'ont aucun droit de parler en son nom, tant qu'ils n'ont pas exprimé leur indignation de ce que la nation bulgare entière, et non pas le tsar Ferdinand tout seul, a fait en Serbie, pendant ces trois années d'occupation.

Quant aux propositions à faire, c'est sans doute à la Serbie qui s'est sacrifiée, fidèle à ses alliés, dans la lutte contre le « Drang nach Osten », que doit incomber le droit de donner son avis sur la meilleure manière d'entraver à l'avenir le susdit « Drang ». Si M. Davidoff et les autres démocrates bulgares y veulent contribuer quelque chose, qu'ils s'appliquent donc à élever une génération de Bulgares capables de devenir honnêtes voisins, avant de s'embarquer dans des appels en faveur d'une fraternité balkanique.

Milovan GRBA,

docteur en philosophie.

Un appel de M. V. Chiroll

Sir Valentine Chiroll, un des premiers promoteurs du Serbian Relief Fund en 1914, vient de lancer dans le « Times » du 9 octobre un appel pressant en faveur de la population nécessiteuse de Serbie, qui en ce moment a besoin de secours urgents de toute nature : articles de première nécessité et médicaments. Sir Chiroll rappelle la conduite héroïque des Serbes et cite les témoignages de Mme et Mlle Christitch, qui sont venues dernièrement de la Serbie occupée et qui connaissent exactement la situation triste et désolante de la population serbe.

Nous remercions Sir V. Chiroll de son initiative généreuse et nous sommes certains que notre peuple n'oubliera jamais sa générosité.

La diplomatie autrichienne et les relations italo-yougoslaves

La diplomatie austro-magare appartiendra bientôt à l'histoire. Le comte Burian attend toujours une réponse du Président Wilson à sa note de paix, mais l'Amérique ne se presse pas de la donner. L'Autriche-Hongrie a en effet vécu, et quoi d'étonnant alors que le Département politique à Washington expédie les notes du comte Burian au panier ! La Monarchie des Habsbourg récolte en somme ce qu'elle a semé, et il est certain que sa disparition ne sera regrettée nulle part. Il n'y a que les diplomates autrichiens qui en seront froissés et qui ne comprendront pas pourquoi tous ces « bouleversements » embarrassants et, selon eux, parfaitement inutiles. Un ancien ambassadeur austro-hongrois, le baron Macchio, nous fournit un exemple typique de cette mentalité arriérée et perfide en même temps qui a toujours distingué les diplomates de Vienne. Dans un article consacré aux relations italo-yougoslaves (« Neue Freie Presse » du 22 septembre) le baron Macchio, abandonnant la thèse préférée autrichienne sur le danger italien pour les Serbo-Croates et Slovènes, en reprend un autre, dans le sens inverse, celle du danger yougoslave pour l'Italie ! M. Macchio plaint l'Italie qu'elle soit obligée d'accorder aux Yougoslaves la co-possibilité au mare nostrum. Il trouve que l'Italie possède en Serbes et Grecs des ennemis plus dangereux que n'étaient les Austro-Germano-Magyars. Si les Serbo-Croates et Slovènes arrivent à se réunir en un Etat indépendant, ce

serait, selon lui, la fin de la politique orientale de l'Italie. Et voici, textuellement, ce que ce diplomate triplicien dit des Alliés italiens :

« A quoi cela sert-il à l'Italie de voir la Monarchie rejetée de l'Adriatique si elle est obligée de contribuer à la formation de nouveaux Etats avec lesquels elle devra partager la domination dans l'Adriatique. On voit aujourd'hui, où la haine aveugle peut conduire un pays, et l'on constate en même temps, avec quelle perfidie l'Italie est serrée par ses nouveaux amis et comment ils cherchent à lui couper toute possibilité de développement et de réalisation de sa politique extérieure. »

Pour bien comprendre ce nouveau ton dans les sphères autrichiennes, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'est que la conséquence directe de la volonté inébranlable des Yougoslaves de rompre définitivement avec les Habsbourg et de réaliser, avec la Serbie et le Monténégro, un Etat yougoslave libre et démocratique, en dehors de toute combinaison avec l'Autriche-Hongrie. L'Autriche essaierait maintenant l'intrigue inverse, spéculant sur la rivalité italo-yougoslave, mais là aussi elle arrive trop tard. Les résolutions adoptées à Campidoglio et la reconnaissance officielle récente de la Yougoslavie par le gouvernement italien, ont tué dans l'œuf l'intrigue du baron Macchio. Il ne reste à la diplomatie austro-magare que de se résigner à son sort. Sic transit gloria austriaca !

A propos d'une critique inamicale

Il n'est ni facile ni agréable de répondre aux amis surtout lorsque leurs reproches manquent de clarté et de précision. Les critiques formulées par la *New Europe* et reprises en partie aussi par le *Times* nous obligent cependant à faire des réserves les plus formelles et les plus catégoriques au sujet des affirmations malheureuses publiées dernièrement par ces journaux.

Les critiques de la *New Europe* ne datent pas d'hier. Dans son numéro 40, du 19 juillet de l'année passée, la *New Europe* avait vivement pris à parti le gouvernement serbe, l'accusant de ne pas déployer assez d'énergie dans la défense de notre nation. « Le prince, régent, écrivait la *New Europe*, a, en effet proclamé la réalisation de l'idéal yougoslave comme le but suprême de la guerre, mais son gouvernement n'a jamais placé franchement ce but de guerre devant les Alliés comme étant le programme national serbe. Il a hésité, marchandé, ergoté, mettant les amis de la Serbie et les partisans d'un arrangement européen durable dans la situation peu enviable de paraître plus serbes que les Serbes eux-mêmes. » A cette critique, notre collaborateur Politicus avait répondu dans *La Serbie* du 19 août par un article intitulé « Un reproche injustifié » et dans lequel il a fait les constatations suivantes :

« Depuis le commencement de la guerre jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement serbe, appuyé par la couronne, par le parlement et par l'opinion publique de la nation tout entière, s'en est tenu au programme de la délivrance et de l'unité intégrale de notre peuple unique à trois noms. Là-dessus, jamais, — nous le répétons — jamais il n'y eut et il n'y aura jamais d'hésitations, encore moins de marchandage ou d'ergotage. C'est le programme de notre peuple entier formulé par le gouvernement serbe à plusieurs reprises. C'est en vue de ce but suprême que le peuple serbe a sacrifié presque tout et le gouvernement

serbe, sur lequel pèse la lourde responsabilité de la politique nationale poursuivie fidèlement dans les jours les plus sombres de notre histoire, ne devrait pas être accusé de faiblesse dans une question où il a montré uniquement de la fermeté et de la consistance. »

Il est à remarquer que la critique de la *New Europe* tombait au moment où le gouvernement serbe et le Comité yougoslave avaient déjà terminé leurs conversations et rédigé la fameuse déclaration de Corfou, ce que la *New Europe* ne pouvait pas ignorer.

En août dernier, donc une année plus tard, la *New Europe* revient à la charge, avec des critiques non moins véhémentes. Malgré l'évidence même, la rédaction de la *New Europe* parlait cette fois d'un « choix » devant lequel la Serbie serait placée dans sa politique nationale ; et elle accusait en outre le gouvernement serbe de ne pas suivre la politique formulée par la déclaration de Corfou. Elle accordait même l'hospitalité aux articles ayant trait à notre politique intérieure et devant pourtant être relégués au second plan. Dans *La Serbie* du 14 septembre dernier, nous avons répondu aux critiques de la *New Europe* et nous avons établi : 1. que la Serbie ne se trouve devant aucun « choix » et que sa politique nationale, en plein accord avec sa mission historique, vise, depuis bien longtemps, la délivrance intégrale de tous les Serbo-Croates et Slovènes et leur union avec la Serbie et le Monténégro en un Etat indépendant ; 2. que la Serbie ne songe nullement à se départir de ce programme national qui a trouvé son expression dans la Déclaration de Corfou et qu'elle reste fidèle à cette déclaration qu'elle considère comme la plateforme de notre union nationale. Dans ce sens, le gouvernement serbe insiste encore aujourd'hui auprès des Alliés sur la reconnaissance de l'unité et de l'indépendance yougoslaves.

La *New Europe* a reçu d'autre part une réponse bien documentée de M. Stoyan Protitch, mais elle ne semble pas du tout satisfaite des

arguments que l'on oppose à ses critiques. Dans le numéro du 26 septembre, celui même qui contient la réponse de M. Protitch, la *New Europe* a formulé de nouvelles charges contre la Serbie, charges très graves, mais, naturellement, aussi gratuites que celles élevées précédemment.

« La Serbie, écrit la *New Europe*, a le choix : de guider le mouvement yougoslave vers l'union ou de rester un petit royaume balkanique, sans aucun titre à la considération de ceux qui croient que l'unité complète de toutes les portions de chaque race soit le préliminaire indispensable pour la formation de cette ligue des nations libres qui aura à contrôler, à l'avenir, les destinées de la civilisation humaine. Si la Serbie guide le mouvement yougoslave d'une façon désintéressée, évitant les idées de « prédomination » ou de simples « annexions », elle peut poser les bases d'un avenir glorieux pour son peuple et pour tous ses frères. Si elle s'efforce seulement à s'agrandir pour s'assurer une existence agréable, elle peut risquer de perdre ses buts. Une chose est certaine, c'est que, lorsque les conditions de la paix seront établies, il n'y aura pas de place pour les « annexions » ni « compensations ». Le gouvernement par le consentement des gouvernés, ce sera le principe dominant. L'appui des Alliés sera accordé seulement sur la base de l'unité complète et cette unité doit être obtenue non pas par la conquête, mais par le consentement volontaire. »

Jamais un adversaire de la Serbie n'a jeté tant de suspicion sur notre pays et sa politique nationale. La rédaction de la *New Europe* a des idées bien étranges lorsqu'elle est capable de proposer un seul instant que l'union de nos frères de Bosnie-Herzégovine, de Dalmatie, de Croatie, Slavonie, Symie, Banat, Batchka et des pays slovènes avec la Serbie puisse être qualifiée d'annexion ou bien de compensation! Nous regrettons profondément que de telles pensées aient pu paraître dans une revue qui affiche son amour pour la Serbie et le peuple serbe. Que diront ces héros légendaires serbes, ces derniers restes des phalanges glorieuses, qui, en ce moment même, sont en train de délivrer leur petite patrie et qui s'élanceront demain, comme ils l'ont fait en 1914, sur l'autre rive de la Save, du Danube et de la Drina, pour retrouver leurs frères et pour les délivrer des griffes austro-magyares, que diront-ils en apprenant qu'il y a à Londres, parmi nos amis britanniques, des gens qui appelleraient cela la conquête et l'annexion ?

Le *Times* du 8 octobre a repris les accusations de la *New Europe* en leur donnant seulement une forme un peu différente. Dans un article consacré à Son Altesse Royale le Prince-Régent, à l'occasion de la promotion du prince au grade de général, le *Times* dit

que les Alliés ne doivent pas prêter l'oreille aux suggestions de ceux qui voudraient écarter la Déclaration de Corfou et adopter le principe étroit de l'impérialisme serbe! Cette suspicion est très grave, quoique tout à fait sans fondement. On aurait souhaité, précisément dans l'intérêt de la cause yougoslave, que le *Times* nommât ceux qui font de telles suggestions et qu'il indiquât en même temps les sources de ses informations. La Serbie est un pays démocratique et parlementaire où il n'y a pas de place pour les combinaisons secrètes. Quant au programme national de la Serbie « seulement

la force majeure peut forcer la Serbie de se contenter d'une base étroite serbe, et contre cette force la Serbie a lutté dans le passé par tous les moyens, et elle continuera aussi à lutter à l'avenir ». (Stoyan Protitch, dans la *New Europe* du 26 septembre). Au lieu donc de soupçonner injustement la Serbie et d'affaiblir ainsi le Piémont yougoslave, les rédacteurs influents du *Times* auraient dû l'aider plutôt à écarter à jamais la possibilité de cette force majeure dont parle M. Protitch. Un meilleur service ils ne pourraient pas rendre à la cause yougoslave.

Dr L. Marcovitch.

L'immaculée Bulgarie

Après leur dernière trahison et leur capitulation honteuse, les Bulgares avaient pavoisé leur fière capitale. D'aucuns trouvaient cela de mauvais goût ne comprenant pas quels motifs ont pu pousser les Bulgares à couvrir leur pays de ridicule après l'avoir couvert de honte. La dernière manifestation ne rappelait-elle pas le fameux geste du « tsar » Ferdinand, rentrant à Sofia « en vainqueur » après la défaite de Bregalnica (1913), montant un cheval blanc, la tête ornée de lauriers, tel un César romain au lendemain de ses conquêtes. On mit alors ce geste grotesque sur le compte du prince vaniteux et poseur qui était Ferdinand de Cobourg. A présent, le peuple bulgare, tout entier, se plaît à amuser le monde imitant le geste du prince qui vient de finir sa carrière d'une façon si pitoyable. C'est que le caractère de l'ex-roi Ferdinand s'accordait très bien avec le caractère du peuple qu'il a gouverné en maître durant 30 ans. L'âme du peuple bulgare se réveille à merveille dans ce geste emphatique qui offre le spectacle de la ville pavoisée après une défaite consommée. Cette fourberie qui fit simuler la joie dans les jours de détresse est un trait marquant bien le caractère des Bulgares et leur origine mongole. Un certain rapprochement entre le caractère de l'ex-roi et de son peuple « bien-aimé » lui restant fidèle, jusqu'à imiter ses toquades s'impose donc à tous les hommes sensés. Pourtant, il y a dans le dernier geste des Bulgares un point qui donnerait à réfléchir. Malgré leur ruse et leur dissimulation, les Bulgares ne pourraient-ils pas avoir d'autres raisons de manifester leur satisfaction à propos de leur dernière trahison? Peut-être n'ont-ils pas tout-à-fait tort à manifester leur joie en présence des événements qui viennent de se dérouler dans les Balkans et qui semblent avoir fini à leur désavantage? Aurait-ils reçu quelques promesses? Leur donna-t-on quelque espoir? La chose n'est pas impossible. Examinons cela de près. S'il est vrai que leur situation au point de vue moral n'est pas brillante, au point de vue politique, elle ne semble pas être aussi mauvaise. C'est là, le seul point qui compte pour eux. La seule question qui importe aux Bulgares, c'est celle du gain et du profit. C'est le seul fait auquel ils sont vraiment sensibles. Or, leur dernier coup semble avoir porté, leur dernière trahison se soldant par un premier bénéfice incontestable : celui d'avoir préservé leur pays de l'invasion et de ruine

et de s'être dérobé aux responsabilités après avoir accumulé pendant trois ans les ruines et accompli des ravages chez leurs voisins. Ils viennent ainsi de rouler d'un seul coup leurs alliés et leurs ennemis. Ces derniers surtout sont dupés pour la quatre-vingt-dix-neuvième fois. En capitulant les Bulgares semblent rire sous cape du coup qu'ils ont monté, sûrs que ce coup va encore leur profiter. Que leur importe la question d'amour-propre lorsqu'ils sont certains du gain? D'ailleurs on est tellement convaincu en Bulgarie que quoiqu'on fasse on ne se compromettra jamais aux yeux de ceux qu'on a toujours réussi à tromper, et que la Bulgarie restera chaste après tous ces crimes. On ne se préoccupe guère en Bulgarie du qu'en dira-t-on à l'étranger? Et on n'a pas tort. Il a suffi que Ferdinand de Cobourg s'enfuit à Vienne, laissant à son fils le chiffon de papier sur lequel son abdication est signée, pour qu'on oublie tout et pour que de nouveau on fasse crédit à son fils et à son pays. Le roi Boris pourra donc recommencer le jeu de son auguste père, il aura toujours assez de temps pour donner un coup de barre et entrer avec son peuple dans la future société des nations.

Il suffit que les Bulgares rendent leurs torches incendiaires lorsque celles-ci menacent de leur brûler les doigts pour qu'on accepte leur main ensanglantée et qu'ils obtiennent voix au chapitre. Nous les entendons déjà crier « au voleur », en accusant leurs adversaires et leurs voisins des crimes dont ils se savent coupables.

N'a-t-on pas déjà lu un communiqué de l'Agence bulgare où il est question d'une déléation des soi-disants « Macédoniens » implorant auprès du Consul des Etats-Unis à Sofia la protection contre les Alliés et contre les Serbes qui rentrent dans leurs foyers? N'est-ce pas le comble du cynisme de se plaindre des Serbes et des Alliés avant même que ceux-ci aient occupé le pays que les Bulgares lâchèrent de si bon cœur après l'avoir complètement pillé et ravagé? On voit bien par là que les Bulgares n'ont rien appris, ni rien oublié. Ils recommencent déjà à intriguer en se servant de leur ancienne méthode de mensonges et de diffamations pour tromper le monde. Autrefois ils jouèrent la comédie avec l'Entente, aujourd'hui, c'est avec les Américains, qu'ils essaient de la jouer! Or, nous autres, Serbes, nous croyons de notre devoir de signaler ces machinations de nos ennemis, des centaines de milliers

de Serbes ayant péri parce qu'on n'a pas voulu autrefois écouter nos avertissements concernant les Bulgares, auxquels on fit crédit jusqu'au dernier moment. On n'apprit à les connaître que lorsqu'il fut déjà trop tard. Il serait juste que nos sacrifices du passé servissent au moins à présent à nos amis américains pour les convaincre qu'il leur faut se méfier des Bulgares, les Prussiens des Balkans ne méritant pas plus de confiance que ceux du Brandebourg et de Poméranie!

M. D. M.

Conversations inutiles

Nous assistons actuellement à un spectacle auquel s'attendaient tous ceux qui connaissent la mentalité de l'Allemagne et ses méthodes préférées. Avant d'être complètement battue et avant de perdre tout espoir d'atteindre ses buts impérialistes, elle recourt à la ruse et monte toute une comédie de démocratisation pour arrêter les opérations militaires et recueillir au moins une partie des fruits de son agression. Il y a des gens crédules (ou intéressés?) qui songèrent un instant à la possibilité de la paix avec l'Allemagne telle qu'elle est, avec l'Autriche Hongrie telle qu'elle est. L'exemple bulgare, grave erreur de la diplomatie alliée qui semble vouloir absoudre un des crimes les plus odieux que l'on a vus, a fait naître en Autriche et en Allemagne, de nouveaux espoirs d'une paix d'entente. On voyait dans le geste des Alliés vis-à-vis de la Bulgarie, l'abandon de la situation réelle de juge et son remplacement par la position de contractant. Or, c'est ce que les Empires centraux souhaitent le plus ardemment. Tous leurs efforts tendent vers ce but unique : se mettre à table et causer, d'égal à égal, en gens qui ont à s'arranger et à régler, par des concessions mutuelles, une affaire qui les concerne au même titre. Eh bien, c'est ce que nous, petit peuple exposé aux violences continuelles et séculaires des Turco-Bulgares et des Magyaro-Allemands, ne concevons pas et ne pouvons pas concevoir. Pour nous autres Serbes, les Empires centraux et leurs complices bulgares-turcs sont des coupables, et c'est la justice internationale qui doit régler leur sort. Or, la justice ne traite pas des criminels comme des parties contractantes. Le droit pénal international n'admet pas plus que le droit interne les marchandages et les négociations avec les coupables. Le droit frappe celui qui a commis le crime, et pour pouvoir le frapper, le droit a besoin d'un pouvoir matériel qui assure sa réalisation. Or, les Alliés possèdent dans leurs armées victorieuses, un moyen de contrainte bien approprié au cas germanique, et ils commettraient un crime impardonnable envers l'Humanité s'ils n'accomplissaient pas leur fonction et leur devoir de juge.

Pour remplir ce devoir, sans faiblesse, sans une miséricorde déplacée, mais tenant uniquement compte des raisons de justice, les Alliés doivent d'abord réduire

FEUILLETON

LA SERBIE

Conférence faite à la Sorbonne

par P. Popović

(Suite.)

La Serbie, donc, tâche de devenir le Piémont intellectuel de notre nation. Elle le fait par l'effort de ses propres fils, et aussi elle accueille avec gratitude tous les gens de talent des autres provinces yougoslaves qui se sentent attirés vers elle. Ainsi, « elle devient chaque jour plus digne des grandes sympathies et des nobles espoirs que le peuple yougoslave met en elle. »

* * *

Mais ce qui fit le plus à ce que les Yougoslaves regardent en Serbie leur Piémont libérateur, et ce qui les a rapprochés le plus intimement à elle, ce sont les guerres balkaniques et la guerre actuelle.

Quelques jours avant le commencement de la guerre serbo-turque de 1912, feu M. Novakovic, l'éminent savant serbe et le regretté membre de l'Institut de France, me disait : « C'est le devoir des générations actuelles de faire la guerre aux Turcs pour délivrer leurs frères macédoniens, mais, n'en doutez pas, nous y mettons en jeu tout ce que nous avons et tout à quoi nous aspirons, et c'est de ce pas que dépend le sort de la Serbie. » Et il ne se trompa point. Ce qui plus est, la Serbie entière paraissait être dans les idées de M. Novakovic, puisque tout le monde, dès le premier jour de la mobilisation, prenait

son devoir très sérieux. Nous avons tant souffert, les malheurs nous ont tellement assailli que nous avions des doutes. Et chacun avait dans son cœur une seule pensée : « Ah! Si seulement nous étions victorieux, et que nous entrions à Skoplje, l'ancienne capitale du Czar Dusan! » La campagne, cependant, réussit au-delà de tout espoir. La première victoire de Kumanovo commença à disperser les doutes et à raffermir les espérances, et alors s'ouvrit une série d'autres victoires, et notre armée entra non seulement à Skoplje, mais à Stip, Prilep, Monastir, Ohrid, Durazzo. Et tout était accompli avec une telle rapidité que bien des fois on ne pouvait atteindre l'armée, dans sa marche victorieuse pour la fournir de pain, et que nos soldats disaient : « C'est avec une ration de pain que nous avons reconquis Kosovo, avec trois Monastir, et avec sept l'Albanie. » Et cette guerre fut une rude besogne, mais ce fut la première dans la série.

La guerre serbo-bulgare de 1913 fut beaucoup plus grave.

Ah! Ces Bulgares! Pardonnez-moi si je suis forcé d'en parler avec amertume. La faute n'est pas peut-être à moi seul. Mais c'est seulement notre faute ce que nous étions naïfs dans nos rapports avec les Bulgares. Nous sommes d'éternels naïfs. Le prince Michel était bien naïf à entrer en négociations avec eux, puisque, après sa mort, ils tournèrent à leur profit une part de sa grande œuvre. Nous aussi, la génération actuelle, nous étions bien naïfs lorsque, depuis 1903, nous les traitâmes en frères, nous faisons l'union douanière avec eux, nous participions côté à côté avec eux aux congrès slaves, nous collaborâmes à leurs revues et inversement, et qu'enfin nous créâmes une ligue balkanique avec eux, pour la délivrance de la Macédoine serbe.

Dans la première guerre balkanique nous les avions aidés de notre mieux. Avant l'ouverture des hostilités, nous leur donnâmes une division de l'armée serbe — nous dont l'armée était réputée insuffisante — à eux, les Prus-

siens des Balkans, ainsi qu'ils se nommaient eux-mêmes! Immédiatement après la bataille de Kumanovo, et lorsque la situation militaire était encore très incertaine et même dangereuse pour nous, ils nous demandaient encore une division, et nous la donnâmes, bien que je ne sache pas qui l'aurait donnée à notre place. Puis alors, c'était notre artillerie qu'ils demandèrent, et c'était le matériel sanitaire ensuite, et c'étaient les wagons et les locomotives. Nous leur accordâmes tout. Pressés par les Turcs à Ciataldja, ils conclurent l'armistice en notre nom sans tenir compte de nos demandes. A la conférence de Londres, ils ne nous soutenaient pas dans la défense de nos intérêts vitaux. Ils insistaient pour prolonger la guerre, et pour des raisons futiles, pour je ne sais quelle mosquée d'Andrinople; et nous cédâmes, contre nos intérêts, par amitié, par l'amour de la cause commune. Et ainsi de suite, car longue est la liste de nos services rendus à eux. Et pour tout reconnaissance, une nuit, et tout le long du front que notre armée tenait en face de l'armée bulgare, voilà que — sans aucune déclaration de guerre, sans aucun avis préalable, sans que nous eussions le moindre doute de ce qu'ils se préparaient à faire — voilà que partirent des milliers de coups de canons et de fusils, et qu'une terrible attaque fut faite par ceux qui, diplomatiquement parlant, étaient encore nos alliés. C'est ainsi que commença la terrible bataille de la Bregalnica.

Non, messieurs, vous ne connaissez pas la mesure de l'ingratitude bulgare. Dans ses admirables *Poésies en prose*, Tourguéneff nous décrit un banquet où toutes les vertus s'étaient rencontrées. Deux parmi elles ne se connaissaient pas, dit-il. On les présenta l'une à l'autre, et elles furent étonnées de se voir, car c'était la première fois qu'elles se virent. C'étaient la Bienfaisance et la Reconnaissance. Eh bien, non! Le grand romancier russe a tort. La bienfaisance et la reconnaissance se sont bien des fois rencontrées dans la vie, mais qui au grand jamais n'a senti de la reconnaissance envers qui que ce soit, c'est la Bulgarie.

complètement l'Allemagne et ses alliés. Aujourd'hui malheureusement ce n'est pas encore le cas. On a pris par un bout cette Allemagne militariste, mais on ne l'a pas encore saisie comme il convient lorsqu'il s'agit de quelqu'un qui doit être déferé à la Justice. L'armée allemande tient encore la Russie, la Belgique, la Pologne, le Nord de la France; les Autrichiens et les Allemands sont toujours en Serbie, au Monténégro, dans la Vénétie. L'abominable guerre sous-marine sévit même contre les navires de passagers, et la rage germanique de destruction se manifeste toujours plus grande, plus cynique, en France, en Belgique, en Serbie. Comparez ces faits aux paroles cajoleuses et séduisantes de la *Frankfurter Zeitung* du 15 octobre, disant textuellement ceci: « Au-dessus des terres ensanglantées s'élève l'idée éternelle, immortelle que le *Droit est plus puissant que la Force* (souligné dans l'original) et c'est dans cette idée que nous puisons la force d'oublier la misère de ces jours!... » Que peut-on penser d'une telle hypocrisie? Ce n'est pas un journal allié qui écrit cela, mais bien un journal attiré de la fausse démocratie allemande, la *Frankfurter Zeitung*, la fameuse feuille impérialiste allemande.

Une seule pensée nous domine: tenir, tenir jusqu'au bout, résister aux sirènes pacifistes allemandes comme on a résisté aussi admirablement aux coups brutaux d'Hindenburg-Ludendorff.

L'audace magyare

Tout le monde parle de l'Autriche, de la Monarchie des Habsbourg, et l'on passe, assez souvent, sous silence, les Magyars qui sont pourtant l'ennemi le plus dangereux et le plus résolu de la liberté et de l'indépendance des peuples. Au moment où l'Amérique réfléchit si elle doit, par une réponse quelconque au comte Burian, reconnaître même implicitement, l'existence de l'Autriche-Hongrie, à ce moment même les Magyars montent une comédie qui dépasse toutes leurs acrobaties antérieures. Le ministre-président hongrois, M. Wekerlé, a prononcé le 11 octobre à Budapest un discours audacieux dans lequel il oppose au programme de M. Wilson la théorie surannée de l'intégrité de l'Etat hongrois! Quant aux Serbo-Croates, M. Wekerlé ne parle pas même de l'indépendance yougoslave, mais en revanche il accorde à la Dalmatie le droit de s'unir à la Croatie actuelle et partant à la Hongrie, « parce que, ajoute M. Wekerlé, ce serait conforme aux lois hongroises. » Pour la Bosnie, Wekerlé lui laisse le choix de s'unir à la Hongrie ou à la Croatie! Au fond c'est la même chose, puisque la Croatie doit rester, selon l'avis de M. Wekerlé, une dépendance magyare!

Mais en Hongrie proprement dite il y a une majorité non-magyare. M. Wekerlé n'a

parlé que des Slovaques, qui cherchent à s'unir avec leurs frères tchèques, mais qui doivent rester en Hongrie, d'après la sentence de M. Wekerlé. Pour les Serbes du Banat et de Batchka, pas un mot. Et les Roumains de Transylvanie sont pour M. Wekerlé également une quantité négligeable dont il ne daigne pas même parler.

Tout en se préparant à empêcher ainsi l'affranchissement des Slaves et Latins du joug seigneurial magyar, les Magyars prennent la pose des « victimes » de l'Autriche et lancent à l'étranger des nouvelles fantastiques sur un mouvement séparatiste hongrois tendant à la création d'une Hongrie indépendante! On se garde bien de demander une Magyarie indépendante, composée uniquement des Magyars, mais on réclame la Hongrie, celle qui a une grande majorité non-magyare.

Le comble de l'audace magyare c'est la décision du parti de Tisza, suggérée par le ministre-président Wekerlé, de charger le comte Julius Andrássy de représenter la Hongrie aux pourparlers de paix et de l'envoyer immédiatement en Suisse, où il pourrait prendre contact avec le monde politique allié.

Si la victoire alliée signifie la justice, le fils de ce comte Andrássy, qui a ravi au peuple serbe la Bosnie-Herzégovine, le complice de Tisza, le protagoniste du chauvinisme magyare, le comte Julius Andrássy, doit partager le sort de Tisza, Forgách, Berchtold, Burian et d'autres comparses qui ont incendié l'Europe. Et nous pouvons ajouter que ce serait un véritable scandale si même une porte de service alliée s'ouvrait à M. Andrássy. Ce n'est pas avec lui que les Alliés ont à résoudre la question de la Magyarie.

Le régime bulgare dans la Serbie du sud

Les premières informations sur la situation de la population serbe en Macédoine sont très tristes. Dans un communiqué du gouvernement serbe du 11 octobre on lit ceci:

« Dans les départements serbes reconquis, les autorités départementales et d'arrondissements sont constituées: elles organisent les autorités municipales. Dans la région de l'ancien front et à l'arrière, la situation est très mauvaise: les ponts et les maisons ont été détruits: les populations sont dans la détresse. A Guevghevi, sur mille maisons, trois cents sont complètement détruites, toutes les autres sont sans portes ni fenêtres et ont été totalement pillées. Les Bulgares n'ont rien laissé dans la ville; les habitants reviennent cependant dans leurs maisons vides. Dans les zones de l'arrière les plus éloignées, la situation est un peu meilleure; l'état sanitaire est plus satisfaisant. Tous les hommes de 18 à 45 ans ont été enrôlés de force par les Bulgares. La plupart ont réussi à désertir et reviennent chez eux, de même que les populations qui avaient fui la zone des combats. Toute la population macédonienne se souvient avec horreur du régime institué par les Bulgares et les Allemands. »

L'entretien de Buchlau et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine

M. Isvolksy, ancien ministre des Affaires Etrangères russes, donnant suite à une suggestion de M. Gauvain, vient de publier, dans le Journal des Débats, du 9 octobre, des détails nouveaux et authentiques sur l'entrevue qu'il a eue à Buchlau avec le comte Aerenthal, en été 1908.

« L'épisode de l'entrevue de Buchlau, écrit M. Isvolksy, a donné lieu à beaucoup de légendes et d'interprétations erronées, grâce aux mensonges répandus à profusion par le baron d'Aerenthal — mensonges qui resteront dans l'histoire comme des modèles de perfidie, mais qui rencontrèrent, hélas! beaucoup de crédulité en France et ailleurs. Tant que j'étais un personnage officiel, je ne pouvais faire la lumière complète sur cet épisode. Maintenant que je suis rentré dans la vie privée, rien ne s'oppose à ce que je remette les choses au point; mais c'est là un travail assez long et compliqué dont je suis précisément occupé en ce moment à réunir les éléments et que je compte d'ici à quelque temps présenter au public.

Je m'en voudrais cependant de rester sans satisfaire dès aujourd'hui, ne fut-ce que d'une manière succincte, le désir que vous exprimez dans votre article. Voici donc, en très peu de mots, ce qui s'est passé en 1908:

Le baron d'Aerenthal ayant profité de sa visite à Buchlau pour m'annoncer la « décision — et non l'intention — du gouvernement austro-hongrois d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine que l'empire dualiste occupait en vertu d'un mandat qu'il tenait du traité de Berlin, je lui objectai qu'un pareil acte, s'il procédait de la volonté unilatérale de l'Autriche-Hongrie, soulèverait une grande effervescence dans les Balkans et provoquerait une crise qui mettrait en péril la paix européenne. Me rendant compte, d'autre part, que la Russie, affaiblie par la guerre russo-japonaise et par le mouvement révolutionnaire de 1905, ne pourrait pas s'opposer à cette décision sans affronter une guerre avec l'Autriche-Hongrie et vraisemblablement avec l'Allemagne, et que la position de la diplomatie russe dans cette question était affaiblie d'avance du fait de certains arrangements secrets datant du Congrès de Berlin. Je m'efforçai de persuader le baron d'Aerenthal que, puisqu'il voulait modifier le traité sur un point qui intéresserait l'empire austro-hongrois, il devait soumettre ce point à la décision d'une conférence européenne. J'ajoutais que le traité de Berlin renfermant des clauses onéreuses pour les Etats balkaniques et la Russie, cette conférence devait s'occuper également de les reviser. Je lui indiquai les principales de ces clauses et le prévins à mon tour que la Russie demanderait pour sa part la révision « dans un sens favorable à ses intérêts », des stipulations concernant les détroits.

Après une longue et pénible discussion, le baron d'Aerenthal finit par se ranger à mon avis, consentit à soumettre l'ensemble des questions auxquelles nous avions touché à une conférence européenne (nous discutâmes même le lieu où celle-ci se réunirait) et me promit de surseoir à tout acte unilatéral. Il n'y eut donc, à proprement parler, entre nous aucun arrangement (le baron d'Aerenthal n'avait pris par surprise et je n'étais muni d'aucun pouvoir pour en conclure un), mais un échange d'idées à l'issue duquel le ministre austro-hongrois s'engagea à ne rien brusquer et à tout soumettre à une réunion des puissances pour laquelle je lui promis de préparer le terrain à Paris et à Londres où j'allais précisément me rendre.

On sait de quelle manière le baron d'Aerenthal tint parole et comment, quinze jours plus tard, il annonça avec fracas, et de connivence avec la Bulgarie, l'annexion des deux provinces, déclarant en même temps — ce qui était absolument faux — qu'il avait reçu, à cet effet, carte blanche de la Russie et de l'Italie. Je ne sais pas si, jusqu'à ce jour, il prit cette résolution sous la pression de certains courants intérieurs, ou s'il y fut poussé par l'Allemagne. Les méthodes employées par les Empires centraux au début de la guerre actuelle et certains passages du livre du prince de Bulow tendent à confirmer la seconde de ces hypothèses.

La déclaration de M. Isvolksy démontre bien la façon arbitraire dont la Monarchie des Habsbourg s'emparait des terres étrangères. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait frappé au cœur la Serbie, et le mouvement patriotique de révolte contre cette violation du Droit prit des proportions énormes provoquant une véritable crise en Europe. Il n'est pas inutile de rappeler à cette occasion avec quelle brutalité les puissances centrales ont réussi à étouffer les protestations serbes.

A la séance de la Skoupchtina, tenue le 3 janvier 1909, lors de la discussion sur la politique extérieure du Gouvernement, le ministre des Affaires étrangères, M. Milovanovitch, disait entre autres choses:

« Combien a été malheureuse, combien fatale l'idée du traité de Berlin d'introduire l'Autriche-Hongrie dans la péninsule des Balkans, c'est ce qui ressort clairement des conséquences qui se manifestent aujourd'hui. Quel besoin, quelle raison pouvait-il y avoir d'introduire, dans la Péninsule balkanique, une puissance étrangère qui n'a rien de commun avec les provinces balkaniques, qui ne peut chercher dans les territoires des Balkans que la satisfaction de ses ambitions et de ses désirs de conquête? Quelle raison pouvait-il y avoir de faire cela, juste au moment où l'on repoussait de la Péninsule Balkanique la Russie, qui avait inscrit dans son programme national la délivrance des Slaves d'outre-mer? Ce qu'on a donné comme motif à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine résonne aujourd'hui comme une ironie amère. On disait alors qu'il fallait fermer la porte à l'invasion russe qui a créé ou qui a aidé à créer, de 1812 à 1878, tout ce qui existe dans les Balkans... Par contre, c'est cette mission civilisatrice austro-hongroise qui a montré, dès sa première étape, l'intention de l'Autriche-Hongrie d'assujettir deux provinces serbes et d'enlever à la Serbie et au Monténégro la possibilité de vivre indépendants et libres.

Tous les amis de la liberté balkanique, tous ceux qui considèrent comme base de solution de la question balkanique le principe « les Balkans aux peuples balkaniques » ne peuvent plus douter que l'Autriche-Hongrie constitue le seul danger qui menace ce principe et cette solution. Le problème balkanique se réduit aujourd'hui à la défense de la liberté balkanique et des intérêts ressortant de l'équilibre européen contre l'Autriche-Hongrie. Il faut fermer le passage à l'Autriche-Hongrie vers la mer Egée, et on ne pourra y réussir complètement que si l'Autriche-Hongrie cesse d'être un Etat balkanique, autrement, tant que l'Autriche-Hongrie restera un pays balkanique, elle représentera, par la force des choses, fatalement et même contre sa volonté, un danger pour les peuples balkaniques et en première ligne pour ses voisins immédiats... »

Le discours de Milovanovitch provoqua une colère indescriptible à Vienne et Berlin. Mais les circonstances particulières dont parle M. Isvolksy dans sa lettre aux « Débats », empêchaient la Russie de défendre jusqu'au bout son point de vue.

A la suite de la déclaration impérative du prince von Bulow, faite le 18 mars au Reichstag allemand: « Ni à droite, ni à gauche, on veut la guerre; cela tient à ce que l'Allemagne s'est prononcée pour l'Autriche-Hongrie » et que derrière son attitude défilait l'armée allemande. C'est à la force de notre armée que nous devons la paix, la Russie fut obligée de capituler et avec elle la petite Serbie.

Le 30 mars, les ambassadeurs d'Angleterre, de France, de Russie, d'Italie et d'Allemagne remirent au ministre serbe des Affaires étrangères à Belgrade un mémoire sur la base duquel M. Milovanovitch devait adresser au ministre d'Autriche-Hongrie textuellement la note suivante:

« La Serbie reconnaît que la situation créée en Bosnie-Herzégovine n'a pas porté atteinte aux droits de la Serbie. Par suite, la Serbie se conformera aux décisions que prendront les puissances relativement à l'article 25 du traité de Berlin. La Serbie, se conformant aux conseils des puissances, s'engage à renoncer à l'attitude de protestation et d'opposition contre l'annexion

La bataille de la Bregalnica fut sanglante et ainsi d'autres batailles qui la suivirent. Elles furent couronnées par une victoire complète, mais elle nous coûta cher, la victoire.

La guerre finie, le traité de Bucarest signé, tout le monde respira. On allait enfin se consacrer aux travaux de la paix, à l'accomplissement de notre idéal de civilisation. Malheureusement, ce ne fut pas la fin mais le commencement, pas le repos, mais la grande guerre. Et lorsque au mois de juin 1914, la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand tomba à Belgrade comme un coup de foudre, tout le monde y devint pensif et plein de soucis. Chacun voyait d'avance que les intrigues austro-hongroises allaient faire retomber sur la Serbie l'acte insensé d'un fanatique sujet autrichien, uniquement parce qu'il était de nationalité serbe. Et c'était un mensonge odieux que je trouve dans le livre rouge austro-hongrois, et qui dit que « c'étaient des transports d'algues » avec lesquels le peuple de la Serbie accueillit la désastreuse nouvelle. Mais l'Autriche voulut la guerre, à l'instigation de l'Allemagne, et la Serbie se vit de nouveau obligé de mobiliser.

On a dit que la Serbie a provoqué la guerre. C'est une calomnie absurde. On sentait trop l'inégalité de la lutte. Et l'on avait des craintes, des soucis. Un jour à Torlak, près de Belgrade, au commencement de la guerre, une paysanne m'aborda avec ces paroles: « J'ai deux fils à la guerre qui ont pris part aux deux guerres times les Turcs, et mes fils me racontaient que les Turcs étaient de bons soldats. Nous battimes les Bulgares, et mes fils me disaient qu'ils étaient de beaucoup meilleurs soldats que les Turcs. Si nous battions maintenant les Autrichiens, notre gloire serait reconnue par l'Europe entière. Seulement, mes fils me disent que les Autrichiens ont tant de soldats que le pays en pullule. » La vieille avait raison. La gloire, nous l'avons; mais

à quel prix! Deux fois nous avons chassé l'ennemi du pays, qui en pullulait, en effet, mais il a fallu que nous fimes nos derniers efforts pour le chasser. Et lorsqu'au mois de novembre 1914, l'ennemi entra dans le pays avec une force énorme — la Serbie frissonna d'un bout à l'autre, de la tête aux pieds, et se leva tout entière. Tout le monde fut convoqué sous les drapeaux. Je me souviens qu'au plus fort de notre retraite, dans le village de ci, un jour de neige, il nous vint, à notre division, une centaine de jeunes caporaux pour être distribués aux régiments. C'était la jeunesse universitaire serbe, le dernier espoir du pays, ce que nous avions de plus précieux et que peut-être il a fallu réserver pour un meilleur avenir. Quelques jours plus tard beaucoup d'entre eux furent tués.

Et la Serbie avait souffert cruellement. Elle était détruite, saccagée, pillée. Et la malheureuse ville de Belgrade, qui a été furieusement bombardée tout le long de la guerre, a aussi cruellement souffert. Tout y fut détruit, les bibliothèques, les musées, l'Université, le beau Séminaire serbe. Hélas! chers maîtres, MM. Denis et Haumont, vous viendrez encore une fois à Belgrade, j'espère, mais vous n'y trouverez rien de ce que fut ce Séminaire. Les étudiants sont morts, l'édifice est détruit, et quant aux livres, Dieu sait ce qu'ils sont devenus!

Et cette guerre autrichienne était une rude épreuve pour le peuple serbe, et les pertes furent énormes. Le peuple en resta désolé, aigri, exaspéré. Qui avait de l'argent, n'en avait plus; qui avait sa maison, elle brûla; qui avait des fils, ils furent tués. Et le cœur déchiré, et chacun ayant perdu tout ce qu'il y avait de plus précieux, les gens étouffèrent en eux-mêmes tout sentiment d'une vie meilleure et tout amour pour ce qu'ils aimèrent jusque-là. Et de tous les amours il ne leur resta que l'amour de la patrie, et de tous les sentiments que le sentiment du devoir.

Je ne vous parlerai pas de l'invasion de la Serbie

en 1915. Je ne vous parlerai pas des tués et des morts; ni de la malheureuse population qui fuyait devant l'ennemi, mourant de froid et de faim et jonchant de cadavres le chemin qu'elle passait; non plus des villes détruites, ni des villages brûlés, ni des atrocités que l'ennemi commet de jour en jour dans le pays conquis. Ce sont des pages tragiques sans précédent dans l'histoire. Nous autres Serbes nous avons une ballade populaire qui dit: « Même si la mer devenait de l'encre, et que le ciel se changeât en une feuille de papier, on ne parviendrait pas à écrire tout ce que nous avons souffert ». C'est une trop petite place pour nos souffrances.

(A suivre.)

La résurrection de la Serbie

Il y a deux ans, j'avais publié moi-même un article sur la Serbie et son vaillant peuple, où je prévoyais déjà son inévitable résurrection. Je me basais, pour dire cela, sur la force de volonté, l'énergie, le courage, l'héroïsme du peuple serbe, peu nombreux, mais fort dans son union. C'est avec bonheur que je constate aujourd'hui ce fait et que je vois déjà approcher le moment de la libération de la Serbie. Bientôt nous verrons flotter sur Belgrade le beau drapeau tricolore. Quel jour heureux que celui-là et que de cœurs vont palpiter de joie et de bonheur!

C'est au son des cloches des églises qu'on fêtera le retour dans ses foyers de l'héroïque armée qui entonnera l'Hymne à la gloire, les clairons sonneront joyeusement et porteront au loin la grande nouvelle de la résurrection de la Serbie qui, cette fois, renaîtra dans toute sa splendeur et prouvera une fois de plus que tant que l'antour de la patrie existe, aucun pays ne peut jamais disparaître.

P. MAVROGORBATO.

qu'elle avait prise depuis le mois d'octobre de l'année dernière. Elle s'engage à modifier sa ligne politique à l'égard de l'Autriche-Hongrie et à demeurer à l'avenir en bons termes avec elle. Conformément à cette déclaration et confiante dans les intentions pacifiques de l'Autriche-Hongrie, la Serbie ramènera son armée, sous le rapport de l'organisation, de la répartition et de l'état d'activité, à la situation existant au printemps de 1908. Elle licenciera les corps de volontaires et empêchera la formation de bandes irrégulières sur son territoire.

Aujourd'hui la Monarchie des Habsbourg recueille les fruits de sa politique de rapine et d'agression. C'est elle qui aura à faire, non seulement pour la Bosnie-Herzégovine mais pour tous les pays serbo-croates et slovènes, une déclaration semblable dans la forme, mais répondant aux notions les plus élémentaires du droit et de la justice.

Les aveux du roi Ferdinand de Roumanie

Peu à peu le mystère bulgare s'éclaircit et les derniers bulgarophiles sont déjà en mesure de se former un jugement plus objectif sur la politique de la Bulgarie. Le document le plus récent fourni par le roi Ferdinand lui-même, ne laisse plus de doute sur le rôle joué par la Bulgarie au cours des trente dernières années. Dans une interview accordée au correspondant particulier du « Berliner Tageblatt », M. le Dr Leo Lederer (voir le « Berliner Tageblatt » du 9 octobre), le roi Ferdinand a fait les déclarations suivantes sur la politique de la Bulgarie :

« Le roi m'a décrit en détail les difficultés extraordinaires dans lesquelles l'armée bulgare en Macédoine se débattait, et le prince Cyrille, qui à plusieurs reprises avait visité le front, sur l'ordre du roi et en compagnie du prince-héritier d'alors, m'a complété cet exposé par ses expériences personnelles. Le roi mentionne l'état précaire du ravitaillement, le défaut des vêtements, le rappel progressif des troupes alliées, la lassitude de l'armée bulgare, provoquée par une guerre de tranchées prolongée et les embarras intérieurs, pour venir à parler des derniers événements :

« Toutes ces circonstances ne faisaient qu'accroître le besoin de la paix. J'étais décidé de continuer jusqu'au bout la politique d'alliance avec les puissances centrales, pour laquelle j'avais posé les bases pendant les 32 ans de mon règne. J'avais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour cette politique, sur laquelle je voyais s'élever le bonheur et l'avenir de la Bulgarie. Je ne me suis pas départi de l'alliance, et ce n'est pas vrai de dire que la Bulgarie a négocié avec l'Entente. Je suis resté jusqu'aux derniers moments dans des relations de loyauté parfaite avec nos alliés. Mais j'étais roi d'un Etat constitutionnel et démocratique. Après la défaite de l'armée bulgare, la Bulgarie ne possédait plus la possibilité physique de continuer la guerre. Aux sentiments généraux des Bulgares réclamant la paix, j'ai été obligé de céder à la fin. Mais je ne me suis pas départi de la politique que j'ai suivie toute ma vie. Fidèle à l'alliance que je ne pouvais plus pratiquer, j'ai tiré, pour ma personne, des conséquences qui résultaient du changement de la situation. Ce n'est pas le moment de prononcer de grands mots, mais l'histoire établira un jour que je suis resté jusqu'à la fin l'allié fidèle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. »

Les aveux du roi Ferdinand sont à retenir. Ils confirment la thèse que nous soutenons dans notre journal, que la Bulgarie a toujours servi d'instrument à la poussée germanique et que tous les « buts » politiques bulgares étaient modelés suivant les besoins et les intérêts des deux puissances germaniques. Le roi Ferdinand, tout en reconnaissant cela, affirme que le peuple bulgare et la société bulgare l'avaient soutenu pendant 32 ans, mais au dernier moment, après la débâcle militaire, on l'a lâché et lui, en roi constitutionnel et démocratique, en a tiré les conséquences. Sur ce point-là on pourrait discuter, mais nous laissons volontiers aux Bulgares mêmes le soin de se démêler avec leur ancien roi et d'établir la part exacte de sa responsabilité dans la politique anti-nationale, anti-balkanique et docilement servile à Berlin et Vienne, pratiquée par la Bulgarie pendant plus de trente ans. Ce qui importe pour nous et pour l'Europe, c'est d'examiner bien attentivement si le départ du roi Ferdinand constitue une garantie suffisante pour la tranquillité des Balkans, et si d'autres mesures, plus efficaces et plus préventives, ne seraient pas à prendre après que les sanctions et les réparations dues aux Serbes et Grecs aient été réalisées. C'est là que réside le problème bulgare. Avant de parler d'une « Confédération » avec les Prussiens des Balkans, il est nécessaire de tirer l'épine bulgare du corps balkanique, épine à laquelle l'armistice actuel n'a pas encore enlevé toute possibilité de piqure.

Une déclaration des partis yougoslaves

Les Yougoslaves ne reconnaissent pas à l'Autriche le droit de parler en leur nom

Le 21 septembre, après l'achèvement de la concentration nationale, une résolution a été signée à Zagreb qui est un des documents les plus importants dans la lutte pour l'unité nationale de tous les Serbes, Croates et Slovènes. La résolution a été signée par les représentants du peuple les plus en vue, originaires de tous les pays yougoslaves et c'est le Dr Korosec, président du Club, qui en a donné lecture au parlement autrichien le 2 octobre et l'a portée ainsi à la connaissance du monde entier.

Voici d'après le « Slovenec » et le « Slovenski Narod » de Ljubljana du 3 octobre le texte de cette déclaration :

« Le gouvernement austro-hongrois a adressé le 14 septembre de cette année à tous les Etats belligérants ainsi qu'aux neutres une note par laquelle il invite tous les belligérants à envoyer des délégués en vue d'une conversation confidentielle, qui, sans rien engager, chercherait les principes fondamentaux sur lesquels pourrait s'organiser une entente capable de sauver l'Europe du désastre que représente la guerre meurtrière. Cette conversation aurait à trouver la base d'un ordre nouveau en Europe et dans le monde. D'après la proposition du gouvernement austro-hongrois, cet entretien devrait notamment faire la lumière sur les principes généraux qui serviraient de base à la paix future et aux rapports à venir entre les Etats. On s'efforcera également d'approfondir ces principes aux problèmes particuliers de la paix, et d'en obtenir ainsi la solution. »

A ce sujet, nous représentants du peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes, nous considérons comme notre devoir de rappeler avant tout le fait connu que le gouvernement austro-hongrois n'est autorisé à parler qu'au nom des deux peuples qui sont les maîtres en Autriche-Hongrie, et que par conséquent les principes de paix que le gouvernement impérial et royal pourrait proposer aux représentants des Etats belligérants ne peuvent nullement répondre aux besoins des peuples opprimés de la Monarchie. Pour cette raison, l'organisation future de l'Europe, effectuée sur la base de ces principes, loin de donner une garantie nécessaire de la paix durable, porterait au contraire en elle-même le germe de nouveaux conflits internationaux, comme le démontrent déjà les déclarations et les aspirations des hommes d'Etat responsables, autrichiens aussi bien que hongrois, qui, au moment même où ils se présentent devant le monde entier en apôtres de la Société des Nations égales entre elles, font tout pour rendre impossible le progrès politique et administratif de notre nation. Tout ce qu'entreprennent les représentants du gouvernement impérial et royal, et tout ce qu'ils peuvent entreprendre, porte la marque d'une domination imposée par la force à la majorité slave et roumaine, et ne représente qu'une étape dans le régime de violence que doivent combattre tous les peuples opprimés.

Ceci établi, et désireux de servir notre peuple et le progrès général, qui ne peut se baser que sur une liberté égale des peuples petits et grands, nous considérons comme notre devoir d'insister sur les principes généraux dont la réalisation aiderait au rétablissement certain de l'ordre durable futur, aussi bien dans la nation des Slovènes, Croates et Serbes, que dans les rapports avec les nations voisines.

En agissant ainsi, nous avons la conscience de hâter la réalisation de cette paix universelle que désirent ardemment tous les peuples, quel que soit le côté où ils se battent, car d'après notre profonde conviction, la base d'une paix durable ne peut être établie que sur les nouveaux principes du droit international fondés sur la vérité et l'équité.

Une de ces vérités est le fait que le peuple des Slovènes, Croates et Serbes est une nation ethniquement une, et que d'après le principe national, universellement connu, cette unité doit rester indivisible et affranchie de toute condition tant par rapport à son territoire continu qu'à sa situation d'Etat. C'est sur ce fait que se basent nos droits nationaux et nos revendications, qui tous s'accordent avec les principes internationalement reconnus de l'organisation démocratique de l'humanité civilisée.

En nous appuyant donc sur le droit, toujours vivant dans notre peuple, qu'a toute nation de vivre sa propre vie, nous déclarons qu'au nom de la nation des Slovènes, Croates et Serbes que nous acceptons absolument et dans son intégrité l'idée de la paix universelle basée sur le droit de libre disposition du peuple, dans son sens internationalement déjà reconnu, c'est-à-dire que le peuple décide seul de son existence et décide s'il préfère fonder un Etat

propre ou réaliser avec d'autres peuples une Union d'Etats. Ce droit de libre disposition, nous le revendiquons aussi pour la nation des Slovènes, Croates et Serbes, et nous désirons que l'application libre de ce droit soit garantie parmi les nations.

En accord avec les aspirations démocratiques des peuples belligérants comme des peuples neutres, nous demandons aussi pour notre peuple une paix qui nous apportera l'union, l'indépendance et la liberté, car seule une telle paix peut assurer à notre peuple — qui habite le point de l'Europe le plus dangereux depuis le début de l'histoire de ces régions — son développement paisible et indépendant. Une paix qui soumettrait à la domination d'un peuple étranger ne fût-ce qu'une parcelle de notre entité nationale géographiquement continue, porterait en elle le germe de conflits futurs et forcerait le peuple des Slovènes, Croates et Serbes à tendre toutes ses forces afin d'obtenir pour son organisation nationale complète le droit de vivre en Etat indépendant.

Le peuple des Slovènes, Croates et Serbes est conscient de sa volonté et de sa force qu'il déploiera en toute occasion pour devenir membre de la Société des Nations, pour travailler avec elles en commun au bien et au progrès de l'humanité, pour accomplir ainsi sa mission dans son Etat indépendant organisé d'après les principes de liberté civique entière et d'autonomie démocratique, d'égalité juridique et sociale, et pour créer la possibilité de son existence au point de vue du progrès économique, culturel et social de tous ses citoyens.

Nous reconnaissons au nom de la nation entière aux minorités d'autres nationalités existant dans notre peuple, et qui sont séparées au point de vue territorial, tous les droits nécessaires à leur développement national, civilisateur et économique.

Puisque notre peuple base ses aspirations sur le droit et non sur la force, il désire que les rapports de l'Etat des Slovènes, Croates et Serbes avec les autres Etats nationaux libres soient aussi organisés sur la même base de justice.

Les ports de l'Adriatique qui par leur population, par les îles ou par leur hinterland appartiennent au domaine économique de notre peuple, seront ouverts à tous les peuples, à ceux aussi qui vivent dans notre hinterland, pour les besoins de leur trafic commercial éventuel; notre nation conclura des traités internationaux pour organiser et garantir cette liberté.

Au nom de la nation entière nous déclarons encore que nous ne permettons à personne, pas même à la conférence de paix, de délibérer sur le sort de notre peuple sans sa participation entière, et nous demandons pour cela et en vertu de la libre disposition, la participation du peuple des Slovènes, Croates et Serbes au futur congrès de la paix, par l'entremise de ses représentants nationaux élus expressément dans ce but.

Zagreb, le 24 septembre 1918.

Au nom des organisations nationales des Slovènes, Croates et Serbes :

Dr Ante Korosec, pour le Conseil National Slovène; Dr Gajo Bulat, pour le Conseil National de Dalmatie; Dr Ante Pavelic, pour le parti de droit Starcevic; Stjepan Radic, pour le parti paysan croate; Dr Gjorgje Krasojevic, pour le parti radical serbe; Vilim Bukseg, Vitomir Korac et Juraj Delic pour le parti social-démocrate de Croatie; Dr Srgjan Budisavljevic, Dr Ivan Lorkovic et Dr Nikola Simrak pour leurs propres groupes indépendants.

Les députés croates et serbes de Bosnie-Herzégovine ont exposé les mêmes revendications dans le mémorandum qu'ils ont remis il y a quelques jours au comte Tisza pour être transmis au roi Charles.

Bravo, les Serbes !

C'est sous ce titre que le « Journal Français » du 2 octobre a publié en l'honneur des Serbes, l'article suivant :

Une justice supérieure semble vouloir ramener l'épilogue sur le théâtre où s'est joué le prologue: sur le sol sacré de la Serbie martyre. Et tous les yeux se tournent aujourd'hui vers cette admirable nation serbe, que les événements d'admirables fronts avaient fait oublier un peu, et qui, il est bon de le mettre en lumière, a plus souffert que n'importe quelle autre engagée dans le conflit, la Belgique seule exceptée.

Si la Serbie tient le record des souffrances imméritées, son armée détient celui de l'héroïsme. L'histoire de ses soldats, peu nombreux mais d'une vaillance dont la légende des siècles ne connaît pas l'équale, suffirait à établir à tout jamais

le droit de la nation yougoslave à la vie et à l'indépendance. Après avoir deux fois battu et humilié l'Autriche, avoir deux fois chassé un ennemi supérieur en nombre du territoire de la Patrie, l'armée serbe a succombé enfin sous l'effort de quatre puissances ligées pour son écrasement. Pourtant pas un instant elle n'a songé à capituler. Semant les cadavres de ses combattants mêlés à ceux de la population civile en fuite sur les routes d'Albanie, elle réussit à atteindre, réduite à une poignée d'effrayants fantômes, le refuge de Corfou. Là, la maladie acheva de la décimer. Pourtant, elle n'était pas morte: bien au contraire, la Serbie, immortalisée par les gestes de ses héros inouïs, vivait à une vie décuplée depuis qu'elle avait son territoire entièrement envahi, elle n'existait plus qu'en exil.

Et hier, le miracle d'héroïsme s'est accompli sous nos yeux. En coopération avec des armées françaises, anglaises, italiennes et grecques, l'armée serbe d'un irrésistible élan, a reconquis en quelques jours le tiers de la patrie, culbuté partout le Bulgare et l'Allemand, capturé par milliers les prisonniers en déroute, par centaines les canons, si bien qu'elle foule actuellement le territoire du principal adversaire, marche sur sa capitale et l'a forcé à demander grâce.

Ce miracle n'étonnera que ceux qui ne connaissent pas l'histoire du peuple serbe. Il n'en est pas de plus uniformément sublime. Lisez, si vous en doutez encore, « La Nouvelle Serbie » de Georges Y. Devas (Paris-Nancy, Berger-Levrault) et vous y apprendrez ce que les Serbes ont fait dans le passé, par quels prodiges de courage ils étaient parvenus à assurer l'indépendance et la prospérité à une partie de la nation yougoslave. Les progrès du petit peuple sous le règne de Pierre Karagevitch étaient si rapides que le monde en était stupéfait. Ils étaient beaucoup trop rapides, même au gré du voisin du nord, et c'est pour les arrêter que l'Autriche-Hongrie, encouragée par l'Allemagne, a cru devoir risquer l'aventure qui portait en germe le conflit mondial.

Mais un peuple qui a derrière soi une telle histoire ne peut périr. Et aujourd'hui que le rêve de la grande Serbie est à la veille de se réaliser, nous tenons à apporter notre hommage à cette nation de héros.

Bravo, les Serbes !

Ed. C.

Les atrocités bulgares dans la Macédoine grecque

On nous mande d'Athènes, à la date du 14 octobre :

« Les atrocités bulgares en Macédoine produisent une vive indignation dans les milieux alliés de Salonique, éveillant une profonde sympathie pour les populations si cruellement éprouvées. Grâce à l'initiative privée, des secours urgents sont envoyés partout, Les Croix-Rouges française, américaine et anglaise déploient à cet effet une grande activité.

Les villes réoccupées par les armées helléniques présentent un aspect des plus lamentables. Sur 12.000 habitants que possédait Demir-Hissar, avant l'invasion bulgare, il ne reste que 2000 âmes. Ces habitants offrent le spectacle de véritables squelettes. Les prêtres et les instituteurs ont été emmenés par les Bulgares comme otages en Bulgarie. Les femmes grecques habitant les villes près de la zone de guerre ont été employées par force à la construction des fortifications. »

Bulgarie

Les prétentions bulgares et la presse allemande

La vérité sur les buts de conquête de la guerre bulgare de 1915-18 et sur la véritable valeur des soi-disant aspirations nationales bulgares commence à se faire jour chez les alliés d'hier de la Bulgarie. Maintenant qu'après la débâcle de l'armée bulgare et la paix séparée de la Bulgarie ils ne sont plus liés par l'obligation de soutenir les désirs bulgares sans les critiquer, les journaux autrichiens et allemands commencent à trouver les vrais mots pour caractériser les appétits mégalo-manes de leurs anciens alliés. Dans un article intitulé : « L'Entente occupe la Bulgarie » l'« Arbeiter Zeitung » du 2 octobre déclare entre autres :

« Voilà jusqu'où l'orgueil impérialiste a mené un peuple. La Bulgarie, qui voulait établir sa domination sur les Serbes, les Grecs et les Roumains, s'est livrée à présent, sans défense, au bon vouloir des vainqueurs, qui sont les alliés et les protecteurs des Serbes et des Grecs ! »

Dans un autre article le même journal écrit, dans son numéro du 3 octobre :

« Après le brusque réveil qui a mis fin à ses rêves de mégalo-manie impérialiste, après que les événements ont convaincu le peuple bulgare qu'il ne peut devenir grand en asservissant les autres nations balkaniques... »

L'opinion d'un journal yougoslave sur la capitulation bulgare

Le « Jug » d'Ossiek écrit dans son numéro du 3 octobre :

Par son offre de la paix, la Bulgarie a trahi ceux qui ont été jusqu'à présent ses alliés, et qui ne lui pardonneront jamais. Ce n'est là ni la première ni la dernière trahison bulgare au cours de ces sept années. La Bulgarie n'a offert la paix qu'après sa défaite militaire, ce qui est très différent d'une proposition de paix formulée avant la catastrophe militaire. Celui qui se rend ne peut compter sur aucune pitié de la part de son vainqueur, surtout s'il s'est rendu coupable de nombreux crimes envers celui dont il implore la clémence.

Tous les rêves bulgares d'annexions doivent se briser dès maintenant, de même qu'ils auraient été inévitablement brisés dans le cas d'une paix d'entente. Jamais aucun peuple ne s'est trouvé dans une situation aussi désespérée que celle du petit peuple bulgare qui a moitié plus de chauvinisme impérialiste que n'importe quel peuple au monde.